

AKTUELL

TABAGISME

La fumée se dissipe

David Wagner

Coup de sort ou coup tordu, l'avant-projet de loi contre le tabagisme vient d'apparaître au grand jour. Le texte est radical, mais il ne contente personne.

Le rideau de fumée est tombée. Un peu prématurément, certes, et de manière assez cavalière. Mais c'est ainsi : l'avant-projet de loi étendant le bannissement de la cigarette aux hôtels, bars et discothèques a fuité cette semaine. A l'heure actuelle, il nous est impossible de connaître pertinemment la personne responsable de la fuite. D'aucuns soupçonnent le ministre lui-même de l'avoir organisée. Si personne n'est actuellement en mesure de prouver cette hypothèse, elle tombe sous le sens : le conflit qui oppose le ministre de la Santé Mars Di Bartolomeo (LSAP), favorable à une interdiction totale, à sa collègue chrétienne-sociale François Hetto-Gaasch, ministre entre autres des classes moyennes et donc du secteur de l'Horesca, partisane d'une solution plus flexible, n'est un secret pour personne. Tout comme les réticences du premier ministre eux, Jean-Claude Juncker, grand fumeur devant l'éternel et qui a déjà publiquement manifesté son absence d'enthousiasme pour légiférer davantage. Peut-être ne restait-il à Di Bartolomeo aucune autre issue que de prendre les devants et de mettre tout le monde - et surtout le partenaire de coalition - devant le fait accompli. Après tout, cette mesure ne devrait surprendre personne, puisqu'elle figure dans l'accord de coalition. Et vu le climat délétère qui y règne, c'est à celui qui tire le premier.

Poumons sauvés, bistrots en danger?

Mais la vie perdrait de son piment si elle était juste : l'avant-projet de loi, plutôt radical, ne contente personne. La Fondation contre le cancer, qui devrait crier victoire, n'est toujours pas satisfaite. Le texte ne bannit pas à cent pour cent la cigarette des cafés, car il permet l'aménagement d'un « fumoir ». Ce dernier doit être totalement isolé du débit de boisson, être équipé d'un système d'extraction d'air et ne pas dépasser le quart de la superficie totale du local. Ce compro-

mis déplaît à la Fondation contre le cancer car elle y voit une contradiction avec la volonté gouvernementale de combattre le tabagisme.

Mais cette possibilité ne ravit pas plus le secteur de l'Horesca. Pour son président, François Koepp, elle constitue une « discrimination » surtout envers les petits bistrots, qui ne peuvent ni matériellement, ni financièrement suivre le mouvement. « Nous savons qu'il existe certains endroits branchés en ville, de grande taille et qui peuvent facilement réaliser un chiffre d'affaires d'au moins 100.000 euros par mois. Mais ils ne constituent que cinq pour cent de l'ensemble des débits de boissons », argumente-t-il.



C'est aussi au nom de ces petits établissements que François Koepp espère qu'il pourra convaincre le ministre de la Santé de revenir sur son texte. A l'instar de la Belgique, qui aurait vu la fermeture d'un millier de débits de boisson suite à l'interdiction d'y fumer, Koepp extrapole sur la situation luxembourgeoise et estime que la fermeture pourrait toucher « à court et à moyen terme » entre 15 et 20 pour cent des établissements. « La plupart des petits cafés de quartier ou de village fonctionnent essentiellement grâce à la visite de 20 à 25 habitués. On peut dire que la moitié d'entre eux fument. Le vieux monsieur qui vient boire ses deux ou trois coups par soir en jouant aux cartes n'en boira peut-être plus qu'un seul s'il doit à chaque fois sortir fumer. Cela peut constituer un réel manque à gagner pour des petits bistrots dont les revenus ne sont déjà pas supérieurs au salaire minimum ».

Ces prévisions se révéleront-elles exactes ? Il est encore difficile d'en juger. Reste qu'il est peut-être déplorable qu'il faille légiférer la convivialité. D'autres pistes, plus consensuelles, ne sont-elles pas imaginables ? Historiquement, les cafés constituent des lieux de rencontre et de socialisation, voire de politisation, surtout pour les classes populaires. L'avenir nous dira si ce coup de Kärcher hygiéniste, après avoir aidé à nettoyer les poumons, n'aura pas non plus contribué à atomiser ce qui, de près ou de loin, est ressenti comme étant les « classes dangereuses ».

SHORT NEWS

Tram, Ban de Gasperich und Wohnen als Priorität

Die Hauptstadt-Grünen stellten am Donnerstag ihren neuen Vorstand und ihre politischen Prioritäten für die nächsten Jahre vor. Nach fast 20 Jahren Diskussionen sei es höchste Zeit, dass das Tramprojekt nun endlich realisiert werde. Etwa 40 Prozent der 350.000 Arbeitsplätze des Landes seien in Luxemburg-Stadt angesiedelt, heißt es in einer Presseerklärung. „Glaubt man den Prognosen der Regierung (siehe Pensionsreform) dann wird sich diese Zahl bis 2050 verdoppeln“, so die Grünen weiter. Damit Luxemburg eine lebenswerte Stadt bleiben kann, sei das leistungsfähige und nachhaltige Mobilitätskonzept 20/20, das die Vorgängerregierung beschlossen hatte, mehr als überfällig. In Sachen Ban de Gasperich wollen die Grünen verhindern, dass „nach dem Kirchberg und der Cloche d'Or eine weitere tote Betonlandschaft mit Büroflächen“ entsteht. Ziel sei es „ein lebendiges Wohnviertel mit einem gesunden Mix aus Wohnungen, Geschäften, Büros und dem größten Park der Stadt“ zu schaffen. Sie unterstützen den blau-grünen SchöffInnenrat der Stadt auch bei der Lösung des Problems des überbelegten Wohnraums. So will die Stadt in der anstehenden Mandatsperiode drei größere Vorhaben in Eigenregie realisieren. Auch sollen die legalen Bestimmungen voll ausgenutzt und z.B. in den Teilbebauungsplänen zehn Prozent Sozialwohnungen vorgeschrieben werden.

Wagner versus Bartolomeo

„Die als Jahrhundertreform titulierte Gesundheitsreform hat maximal an einer Stelle durchschlagenden Erfolg gehabt - und zwar im Geldbeutel der Leute“, kritisiert Carlo Wagner, DP-Abgeordneter und ehemaliger Gesundheitsminister (1999-2004), die Politik seines Amtsnachfolgers Mars Di Bartolomeo (LSAP). Zusätzliche Belastungen für die Patienten durch höhere Beiträge, keine wirklichen Einsparungen und kein Aufbau von finanziellen Reserven, keine wirklichen Sparanreize für die Spitäler und viele offene Fragen - so die lange Liste der Kritikpunkte der DP. Seit ihrer Abstimmung sei wenig passiert: Die Einführung des Referenzarztes sei nicht sicher, der Aufbau von neuen Kompetenzzentren im Sinne einer Top-Down-Herangehensweise sei nicht vertretbar, das elektronische Patientendossier sei allenfalls mittelfristig umsetzbar, so Wagner. 2001 als er selbst den „Plan hospitalier“ eingeführt habe und neue Synergien im Krankenhausbereich sowie einen Bettenabbau auf fünf Betten pro 1.000 Einwohner gefordert habe - da seien die Sozialisten auf die Barrikaden gegangen. Heute hätten sie diese Politik übernommen und die Bettenanzahl gar auf vier Betten pro 1.000 Einwohner reduziert. Gerade der ambulante Bereich gehöre massiv gefördert, um die Kosten im Krankenhausbereich in den Griff zu bekommen. Hier sei jedoch binnen der letzten acht Jahre nichts passiert. „Mars Di Bartolomeo hätte gleich meine Politik weitertreiben sollen, noch lieber hätte ich es selbst gemacht“, gesteht Wagner.

Rapport pas rose

Et encore une semaine où le grand-duché du Luxembourg se fait taper sur les doigts à cause de sa gestion calamiteuse des demandeurs de protection internationale. Comme si les critiques internes au pays ne suffisaient pas (voir page 6 de ce numéro), c'est l'European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) - une instance mise en place par le Conseil de l'Europe pour des missions de monitoring indépendant du respect des droits de l'Homme - qui balance ses critiques dans un quatrième rapport sur le Luxembourg. L'ECRI s'attaque à toutes les formes possibles de racisme. Qu'il soit dans les médias, où est critiqué le fait que les criminels sont trop rapidement et trop souvent associés à des éléments étrangers, sur internet, dans le système éducatif, dans la justice ou dans le quotidien des forces de l'ordre. Si certains progrès ont pu être constatés, ce sont surtout les dossiers brûlants, comme celui de l'accueil des Roms des Balkans, qui entrent dans la ligne de mire et avant tout le manque de coordination entre la police et le parquet. En d'autres mots: le Luxembourg n'est pas à l'abri du racisme, qu'il soit institutionnel ou non.